Pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international. La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ?

Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ?

Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

**Réunissons ensemble un grand rendez-vous citoyen.
Mobilisons-nous .**

*Alternative et autogestion -Alternative Libertaire -APEIS- **ATTAC** -Climat social-Collectif des Associations Citoyennes -Collectif National pour les Droits des Femmes-Collectif La Fête à Macron -**Confédération Générale du Travail**-Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité-DIDF -DIEM25-Convergence nationale de défense des services publics - Droit au Logement Ecologie sociale -Europe Ecologie Les Verts -Les Effronté.e.s- Ensemble ! -Femmes Egalité-**France Insoumise**-Fondation Copernic Gauche Démocratique et Sociale -Génération.s -MJC-Mouvement-Ecolo-Nouvelle Donne- Nouveau Parti Anticapitaliste Mouvement National des Chômeurs et Précaires -**Parti Communiste Français**- Parti de Gauche Parti Ouvrier Indépendant Démocratique -PCO -PCRF -République et Socialisme-Résistance Sociale -Snesup -**FSU -Solidaire** Syndicat des Avocats de France-Syndicat de la Magistrature -UEC -UNEF -Union Nationale Lycéenne*